

<https://www.observatoire-collectivites.org/spip.php?article8490>

Revue de presse juridique territoriale et associative

- Actualité -



Date de mise en ligne : lundi 10 février 2020

Copyright © Observatoire Smacl des risques de la vie territoriale - Tous
droits réservés

Associations | Construction et travaux publics | Contentieux et procédures | Contrats et marchés publics | Domanialité | Droit de la presse | Elections | Environnement | Etat civil | Fonction publique | Laïcité | Organisation administrative et territoriale | Pouvoirs de police | Protection des données personnelles | Responsabilité pénale et transparence de la vie publique | Service public | Solidarité | Transports | Urbanisme

Associations

Dirigeant de fait : une situation à risque, **Armelle BARROUX**

ASSOCIATIONS MODE D'EMPLOI, n°215, janvier 2020, page 12.

Sécurisation de la levée de capitaux auprès du public, **Emmanuel SADORGE**

JurisAssociations, n°611, 15 janvier 2020, pages 33 à 35

Relations au travail. Ce qui change en 2020..., **Delphine CASTEL**

JURISASSOCIATIONS, n°611, 15 janvier 2020, pages 39 à 41

Construction et travaux publics

L'inobservation des règles de l'art en quête de sanction [Cass. 3civ., 19 septembre 2019, n°18-19616] **Anne PELISSIER**

REVUE GÉNÉRALE DU DROIT DES ASSURANCES, 1 décembre 2019, page 21.

L'opposabilité de l'exclusion des dommages affectant les dommages exécutés, à raison de l'identité de références

aux conditions particulières et générales, **Laurent KARILA**

REVUE GÉNÉRALE DU DROIT DES ASSURANCES, 1 décembre 2019, page 30.

Contentieux et procédures

Connaissance acquise d'une décision implicite : le délai Czabaj s'applique-t-il aux agents publics ? [CAA Douai, 26 septembre 2019, n°18DA02567]

ACTUALITE JURIDIQUE FONCTIONS PUBLIQUES, janvier/février 2020, pages 58 à 60.

Le délai "raisonnable" de recours d'un an ne s'applique pas aux action en responsabilité [CE, 17 juin 2019, n°413097] **Caroline BRAUD**

LA SEMAINE JURIDIQUE EDITION ADMINISTRATIONS ET COLLECTIVITES TERRITORIALES - LEXISNEXIS, n°1, 7 janvier 2019, pages 28 à 30.

Peut on parler d'une jurisprudence des cours administratives d'appel ? Réflexions à partir des vingt années de contentieux à la cour administrative d'appel de Douai, **Anne JENNEQUIN**

REVUE FRANCAISE DU DROIT ADMINISTRATIF, novembre décembre 2019, pages 1047 à 1055.

Le point sur... le référé mesures utiles en 2019, **Mehdi YAZI ROMAN**

ACTUALITÉ JURIDIQUE COLLECTIVITÉS TERRITORIALES, janvier 2020, pages 36 à 39.

Harcèlement sexuel commis par un chef de service : la commune ne saurait se constituer partie civile [Cass. crim., 4 septembre 2019, n°18-83480] **Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE**

ACTUALITÉ JURIDIQUE COLLECTIVITÉS TERRITORIALES, janvier 2020, pages 51 à 52.

Nouveau référé "secret des affaires" : quels impacts ?, **Aude CAMUS**

[ACHATPUBLIC.INFO, 22 janvier 2020](#)

Contrats et marchés publics

Blockchain et commande publique, **Romain CHILLY**

CONTRATS ET MARCHES PUBLICS - LEXISNEXIS, n°1, janvier 2020, pages 38 à 40.

Des rapports ambigus de la procédure de délégation de service public aux variantes [CE, 14 octobre 2019, n°418317] **Julien MARTIN**

LA SEMAINE JURIDIQUE EDITION ADMINISTRATIONS ET COLLECTIVITES TERRITORIALES - LEXISNEXIS, n°3, 20 janvier 2020, pages 31 à 35.

L'acquisition de biens en VEFA par les opérateurs publics, **Yann SIMONNET**

CONTRATS PUBLICS, n°205, janvier 2020, pages 70 à 74.

Le décret "40K€", brique d'une stratégie de bon achat. Le relèvement du seuil et les mesures prises en faveur de l'accès des PME à la commande publique méritent d'être prolongées par d'autres bonnes pratiques, **Pierre VILLENEUVE**

LE MONITEUR, 10 janvier 2020, pages 60 à 61.

Le SIVOM confronté aux poursuites pour favoritisme et concussion [Cass. crim., 19 décembre 2018, n°18-81328] **Rodolphe MESA**

LA SEMAINE JURIDIQUE EDITION ADMINISTRATIONS ET COLLECTIVITES TERRITORIALES - LEXISNEXIS, n°2, 13 janvier 2020, pages 22 à 23.

Responsabilité : les limites de la compétence du juge judiciaire [Cass. 1civ., 11 décembre 2019, n°18-25441] **Anna DARCEL**

L'Argus de l'assurance, n°7640, 24 janvier 2020, page 30.

Chronique de droit des contrats publics - décisions de septembre à décembre 2019, Julien MARTIN

LA SEMAINE JURIDIQUE EDITION ADMINISTRATION ET COLLECTIVITÉS TERRITORIALES, n°4, 27 janvier 2020, pages 11 à 17.

Le nouveau critère de "l'emploi local" dans la commande publique. A propos d'une rencontre improbable, mais bienvenue [CE, 20 décembre 2019, n°428290] Florian LINDITCH

LA SEMAINE JURIDIQUE EDITION ADMINISTRATION ET COLLECTIVITÉS TERRITORIALES, n°4, 27 janvier 2020, pages 23 à 26.

Période de transition électorale et commande publique, Aude CAMUS

[ACHATPUBLIC.INFO, 31 janvier 2020](#)

Sourcing : Les salons, un terrain de jeu à la "James Bond ", Christine BERKOVICIUS

[ACHATPUBLIC.INFO, 31 janvier 2020](#)

*[Au plus près des TA...] La notation du critère prix se précise
, Me Nicolas LAFAY*

[ACHATPUBLIC.INFO, 14 janvier 2020](#)

L'autorité concédante est-elle partielle si elle reporte la remise des offres à la demande d'un candidat ?, Mathieu LAUGIER

[ACHATPUBLIC.INFO, 9 janvier 2020](#)

Un acheteur peut apprécier les retombées d'une offre sur l'emploi local, Mathieu LAUGIER

[ACHATPUBLIC.INFO, 6 janvier 2020](#)

Domanialité

Communicabilité des actes de gestion du domaine privé : l'insoutenable pesanteur de l'avoir [CE, 24 octobre 2019, n°425546] **Christophe ROUX**

LA SEMAINE JURIDIQUE EDITION ADMINISTRATIONS ET COLLECTIVITES TERRITORIALES - LEXISNEXIS, n°3, 20 janvier 2020, pages 36 à 39.

Domaine public ; il est possible de "faire payer" un occupant sans titre [CAA Lyon, 2 septembre 2019, n°18LY04003] **Olivier DIDRICHE**

ACTUALITE JURIDIQUE COLLECTIVITES TERRITORIALES, décembre 2019, pages 582 à 583.

Droit de la presse

Etre ou ne pas être une publication de presse : telle est la question du bulletin municipal, **Pierre NOUAL**

REVUE LAMY DROIT DE L'IMMATERIEL, JANVIER 2020, p.29

Diffamation publique envers un particulier : confirmation du rejet des exceptions de nullité de la citation et de la bonne foi, **Lionel COSTES**

REVUE LAMY DROIT DE L'IMMATERIEL, JANVIER 2020, p.33

Elections

Les règles à observer sur les réseaux sociaux en période électorale, **Philippe PETIT**

LES CAHIERS JURIDIQUES DE LA GAZETTE, n°224, janvier 2020, pages 24 à 25.

Le "référé-fake news" : une nouvelle procédure très encadrée, **Pierre Stéphane REY**

LES CAHIERS JURIDIQUES DE LA GAZETTE, n°224, janvier 2020, pages 26 à 27.

Elections et réseaux sociaux

LA VIE COMMUNALE ET DÉPARTEMENTALE, n°1094, janvier 2020, pages 5 à 6.

La fraude électorale concomitante ou postérieure au scrutin, G.D. MARILLIA

LA VIE COMMUNALE ET DÉPARTEMENTALE, n°1094, janvier 2020, pages 8 à 14.

Bulletins municipaux et autres publications en période électorale

LA VIE COMMUNALE ET DÉPARTEMENTALE, n°1094, janvier 2020, pages 20 à 26.

Associations et campagne électorales

LA VIE COMMUNALE ET DÉPARTEMENTALE, n°1094, janvier 2020, page 27.

L'adoption d'un nouveau règlement intérieur, Philippe PETIT

La Gazette, 20 janvier 2020, pages 54 à 55.

Le recrutement sur les emplois fonctionnels et de cabinet, Sandra GARAUDET

La Gazette, 20 janvier 2020, pages 58 à 59.

Elections municipales : du bon usage des données personnelles, Fabrice MATTATIA

LA SEMAINE JURIDIQUE EDITION ADMINISTRATIONS ET COLLECTIVITÉS TERRITORIALES, n°4, 27 janvier 2020, pages 18 à 19.

Il est (toujours) interdit à un conseiller municipal de refuser de tenir un bureau de vote, Franck LEMARC

[MAIREINFO, 24 janvier 2020](#)

Élections municipales : tout ce qu'il faut savoir sur l'organisation du scrutin, **Franck LEMARC**

[MAIREINFO, 21 janvier 2020](#)

Environnement

À propos de l'exposition des populations à des pollutions industrielles : quelle responsabilité pour l'Etat ?, **Marine Baume**

[JOURNAL DES ACCIDENTS ET DES CATASTROPHES, 28 janvier 2020](#)

Plusieurs collectivités assignent Total en justice pour « inaction » climatique,

[MAIREINFO, 29 janvier 2020](#)

Etat civil

État civil, délivrance des livrets de famille... de nouvelles règles sont entrées en vigueur **Franck LEMARC**

[MAIREINFO, 14 janvier 2020](#)

Fonction publique

La fonction publique territoriale en 2020, après la loi de transformation de la Fonction publique du 6 août 2019, **Stéphanie COLAS**

[MAIRE INFO, ASSOCIATION DES MAIRES DE FRANCE, 8 janvier 2020](#)

La loi de la transformation de la fonction publique : une transformation par l'affranchissement idéologique, **Ludivine CLOUZOT**

DROIT ADMINISTRATIF - LEXISNEXIS, n°12, décembre 2019, pages 14 à 24.

La préparation du scrutin des municipales (50 questions), Philippe BLUTEAU

LE COURRIER DES MAIRES, n°341 - cahier détachable, janvier 2020, pages 1 à 15.

Même non fautive, l'administration doit indemniser l'agent victime de harcèlement moral [CE, 28 juin 2019, n°415863]

ACTUALITE JURIDIQUE FONCTIONS PUBLIQUES, janvier/février 2020, pages 30 à 31.

Protection fonctionnelle : possibilité pour l'agent diffamé par voie de presse d'exercer lui-même un droit de réponse, Rémi BONNEFONT

ACTUALITE JURIDIQUE COLLECTIVITES TERRITORIALES, décembre 2019, pages 585 à 586.

La condamnation par la CJUE de l'inégalité de rémunération entre les fonctionnaires et les agents contractuels, Antonin LUZUY

ACTUALITE JURIDIQUE FONCTIONS PUBLIQUES, janvier 2020, pages 36 à 42.

Cerner le rôle de la CAP et mettre en œuvre les lignes directrices de gestion, Nathalie KACZMARCZYK

La Gazette, 20 janvier 2020, pages 58 à 59.

Les obligations des agents territoriaux, Sophie SOYKURT

LA GAZETTE DES COMMUNES, 27 janvier 2020, pages 66 à 67.

Loi de transformation de la fonction publique : nouveaux droits sociaux et outils de gestion, Johan JOURDAN

ACTUALITÉ JURIDIQUE COLLECTIVITÉS TERRITORIALES, janvier 2020, pages 7 à 25.

Fonction publique territoriale : ce qui change en 2020,

[MAIREINFO, 9 janvier 2020](#)

Deux décrets précisent les modalités de rupture conventionnelle dans la fonction publique, **Emmanuelle QUÉMARD**

[MAIREINFO, 7 janvier 2020](#)

Laïcité

Un rappel des règles de la laïcité à l'école, **Yves BROUSSOLLE**

LES CAHIERS JURIDIQUES DE LA GAZETTE, n°224, janvier 2020, pages 12 à 15.

Organisation administrative et territoriale

Focus sur... la commune-communauté (loi n°2019-809 du 1er août 2019, art.4) - Plaidoyer pour des intercommunalités fortes et vivantes, **Vincent AUBELLE**

ACTUALITE JURIDIQUE COLLECTIVITES TERRITORIALES, décembre 2019, pages 560 à 567.

La loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique. Un texte technique qui parle d'abord à la "France communale", L. n°2019-27 décembre 2019 : JO 28 déc. 2019, **Olivier MAGNAVAL**

LA SEMAINE JURIDIQUE EDITION ADMINISTRATIONS ET COLLECTIVITES TERRITORIALES - LEXISNEXIS, n°2, 13 janvier 2020, pages 12 à 21.

Le gouvernement envisage de déléguer un pouvoir réglementaire aux collectivités, **Xavier BRIVET**

[MAIREINFO, 30 janvier 2020](#)

Collectivités : ce qui a changé le 1er janvier 2020, **Ludovic GALTIER**

[MAIREINFO, 6 janvier 2020](#)

Loi Engagement et proximité : ce que les maires doivent retenir, **Xavier BRIVET et Franck LEMARC**

[MAIREINFO, 20 décembre 2019](#)

Pouvoir de police

L'impossibilité pour un maire d'interdire l'installation des compteurs "Linky" sur le territoire de la commune [CE, 11 juillet 2019, n°426060] **Gweltaz EVEILLARD**

DROIT ADMINISTRATIF - LEXISNEXIS, n°12, décembre 2019, pages 43 à 48.

Les arrêtés "anti-glyphosate" et le concours de polices administratives, **MATTHIAS MALBLANC**

LA SEMAINE JURIDIQUE EDITION ADMINISTRATIONS ET COLLECTIVITES TERRITORIALES - LEXISNEXIS, n°1, 7 janvier 2019, pages 31 à 37.

Gens du voyage : un décret fixe les règles applicables aux aires permanentes d'accueil et aux terrains familiaux locatifs, **Ludovic GALTIER**

[MAIREINFO, 7 janvier 2020](#)

Protection des données personnelles

Les critères d'application du droit au déréférencement en France, **Maxime LASSAL**

REVUE LAMY DROIT DE L'IMMATERIEL, JANVIER 2020, p.12

Déréférencement et données à caractère personnel relatives aux infractions et aux condamnations pénales : la Cour de cassation entre orthodoxie et divergence, Ludovic PAILLER

REVUE LAMY DROIT DE L'IMMATERIEL, JANVIER 2020, p.25

Responsabilité pénale et transparence de la vie publique

Retour sur une éventuelle garantie pénale du principe de précaution, Emmanuelle DREYER

RECUEIL DALLOZ 30 janvier 2020 p. 159

Corruption : informer sans caricaturer, Jean-Marc JOANNÈS

[ACHATPUBLIC.INFO, 17 janvier 2020](#)

[Interview] Des formations anti-corruption obligatoires destinées aux acheteurs publics, Mathieu LAUGIER

[ACHATPUBLIC.INFO, 17 janvier 2020](#)

"La protection du lanceur d'alerte est souvent utilisée de manière rétroactive" Samue DYENS

Pas de déontologie pour les élus locaux !, Elise UNTERMAIER KERLEO

Actualité Juridique Collectivités Territoriales, janvier 2020, page 1.

La déclaration d'intérêts désormais obligatoire pour les cadres dirigeants des communes et EPCI de plus de 40 000 habitants, Franck LEMARC

[MAIREINFO, 23 janvier 2020](#)

Les poursuites judiciaires contre les élus locaux à la hausse, selon un observatoire

[MAIREINFO, 14 janvier 2020](#)

Lancement du plan national de lutte contre la corruption

[MAIREINFO, 13 janvier 2020](#)

Service public

*Focus sur ... L'extension des obligations des communes en matière scolaire, Loi n°2019-791 du 26 juillet 2019 pour une école de la confiance , **Thomas BOMPARD***

ACTUALITÉ JURIDIQUE COLLECTIVITÉS TERRITORIALES, janvier 2020, pages 28 à 32.

Solidarité

*L'aide de l'Etat aux mineurs non accompagnés évolue , **Nathalie LEVRAY***

La Gazette, 27 janvier 2020, page 65.

Transports

*Loi mobilités : une refonte de l'organisation territoriale 'ici 2021, **Fabienne NEDEY***

MAIRES DE FRANCE, janvier 2020, pages 62 à 63.

Urbanisme

Cavité. Marnière apparue lors d'une construction. Responsabilité en présence

LA VIE COMMUNALE ET DEPARTEMENTALE, n°1094, janvier 2020, page 29.

A quoi sert l'affichage du permis de construire ? [CE, 16 octobre 2019, n°419756] **Laetitia SANTONI**

CONSTRUCTION URBANISME - LEXISNEXIS, n°12, 12 décembre 2019, pages 23 à 24.

La commune, auteur d'une délibération, est en partie à l'instance, même après la perte de sa compétence [CE, 12 juillet 2019, n°418818]

ACTUALITE JURIDIQUE COLLECTIVITES TERRITORIALES, décembre 2019, pages 588 à 589.

La médiation administrative en urbanisme à l'épreuve des faits. Contrairement à ce que pensent certains, l'urbanisme se révèle être un terrain propice à la médiation administrative dans le cadre d'un contrôle de légalité, même si certaines limites réglementaires spécifiques et la question des délais contraints de jugement peuvent entraver le développement **Jean Pierre VOGEL BRAUN**

DICTIONNAIRE PERMANENT CONSTRUCTION URBANISME, janvier 2020, pages 1 à 3.

Le défaut d'information sur l'existence des risques visés par le plan de prévention entraîne la résolution de la vente [Cass. 3civ., 19 septembre 2019, n°18-16700] **Paul LUDOVIC NIEL**

DICTIONNAIRE PERMANENT CONSTRUCTION URBANISME, janvier 2020, pages 1 à 3.

Quelles sont les conséquences de l'omission, sur le panneau d'affichage d'une autorisation d'urbanisme, d'une mention prévue par le code, ou d'une erreur affectant celle-ci ? [CE, 16 octobre 2019, n°419756] **Francis POLIZZI**

LA SEMAINE JURIDIQUE EDITION ADMINISTRATIONS ET COLLECTIVITES TERRITORIALES - LEXISNEXIS, n°1, 7 janvier 2019, pages 38 à 40.

Quelles sont les conséquences, sur l'arrêté interruptif de travaux, de la délivrance d'un permis de régularisation au moins partielle ? [CE, 16 octobre 2019, n°423275] **Francis POLIZZI**

LA SEMAINE JURIDIQUE EDITION ADMINISTRATIONS ET COLLECTIVITES TERRITORIALES -
LEXISNEXIS, n°3, 20 janvier 2020, pages 42 à 44.

